

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 47

8 janvier 2010

SOMMAIRE

AAE Wagon S.à r.l.	2250	HAIG Return	2217
Aal Peiteng S.à r.l.	2256	HAIG Return	2216
Aal Peiteng S.à r.l.	2256	HMP Beratungsgesellschaft für Telekom-	
Aduno Fund	2233	munikations- und Sicherheitssysteme	
Aduno Fund	2233	GmbH	2256
Alpha OPK S.A.	2242	IF Executives (IFE)	2255
BF Immobilier Sàrl	2234	ING (L) Invest	2211
BRE/Europe 3-P S.à r.l.	2218	ING (L) Patrimonial	2212
BRE/Somer S.à r.l.	2218	ING (L) Renta Cash	2213
Brige S.A.	2249	Involvex S.A.	2251
Brige S.A.	2256	Iron Mountain BPM International	2242
Cabinet de gestion immobilière GREKA		Joystar Investments S.à r.l.	2235
S.à r.l.	2250	Kisling Investment S.A.	2210
Capital Evo S.A.	2210	Ludovica Invest S.A.	2251
CarVal Investors GVF Luxembourg Twen-		M.M. Advisors S.à r.l.	2255
ty S. à r.l	2234	Motwit S.A. Holding	2212
Chamäleon Fund	2233	Nacofi S.A.	2217
Chamäleon Fund	2233	Perpignan SA	2217
Comgest Panda	2215	Potosi S.A.	2214
Dalsland S.A.	2252	Promotion Wall Street S.à r.l.	2234
DBM Dach-ImmoFlex International	2211	RCF S.à r.l.	2242
Dexia Luxpart	2216	Record Fund	2213
Dexia Total Return	2232	Reifen International S.A.	2235
Domus Area S.A.	2212	Safetyconcept S.A.	2241
Etablissement Jean-Claude WEBER s.à r.l.		San Zeno S.A.	2214
.....	2234	Shell Luxembourgeoise	2241
Euro Associates	2210	Sujedo S.A.	2214
Falcon Fund Management (Luxembourg)		Swisscanto (LU) Sicav II	2215
.....	2222	Thunderbird J S.à r.l.	2255
Finloc Investments S.A.	2251	Thunderbird L S.à r.l.	2241
Florentin Strategies S.A.	2211	TPH Services S.à r.l.	2233
Global Corporate Investments S.A.	2256	Xtreme (Luxembourg)	2234
GT-Sat International S.à r.l.	2252		

Euro Associates, Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 51, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 23.090.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra au siège social, le jeudi 28 janvier 2010 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Démission de certains administrateurs.
2. Ratification des cooptations de Messieurs Jean RIWERS et Farhad RAHIMOV.
3. Composition du nouveau Conseil d'Administration.
4. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
5. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010000386/783/17.

Capital Evo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 116.627.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 26 janvier 2010 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003385/1023/16.

Kisling Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 110.029.

Faisant suite à la requête d'actionnaires représentant plus de 20% du capital social de la société, conformément à l'article 67(5) de la loi du 10 août 1915, l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 31 décembre 2009 à 8.30 heures a été reportée de 4 semaines.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 janvier 2010 à 11.00 heures à Luxembourg, au 18, rue de l'Eau, 1^{er} étage, c/o FIDUCENTER S.A., avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2008 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Discussion concernant le refinancement de la société aux fins d'apporter le soutien financier nécessaire pour clôturer la liquidation de la filiale EKO srl;
8. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, à Luxembourg, au 18, rue de l'Eau, 1^{er} étage, c/o FIDUCENTER S.A., cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010001217/693/28.

Florentin Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 103.043.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 27 janvier 2010 à 10.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Remplacement des membres du conseil d'administration et du Commissaire aux comptes;
2. Divers.

L'administrateur délégué.

Référence de publication: 2010002392/536/13.

DBM Dach-ImmoFlex International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activités Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 125.590.

Am 27. Januar 2010 findet die

JÄHRLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre der Investmentgesellschaft DBM Dach-ImmoFlex International um 12.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, Luxembourg, statt.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr zum 30. September 2009.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers.
5. Ernennung des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2011.
6. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Gesellschafterversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberanteile vorgelegt werden oder die Anteile bis spätestens 5 Tage bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Anteile genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im Januar 2010

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010003386/2501/24.

ING (L) Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 44.873.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg au 3, rue Jean Piret à L-2965 Luxembourg, le jeudi 28 janvier 2010 à 14.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2009
3. Affectation des résultats

4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux siège et agences de ING Luxembourg et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003388/584/23.

Domus Area S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 128.828.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 26 janvier 2010 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003387/1023/16.

Motwit S.A. Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 8.351.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,
qui aura lieu le 27 janvier 2010 à 10.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003391/1023/17.

ING (L) Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 24.401.

Les actionnaires sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg au 3, rue Jean Piret à L-2965 Luxembourg, le jeudi 28 janvier 2010 à 11.15 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2009
3. Affectation des résultats

4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux siège et agences de ING Luxembourg et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003389/584/23.

ING (L) Renta Cash, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.765.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux de ING Luxembourg au 3, rue Jean Piret à L-2965 Luxembourg, le jeudi 28 janvier 2010 à 10.30 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2009
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux siège et agences de ING Luxembourg et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003390/584/21.

Record Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 118.963.

Les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra dans les locaux sis au 3, rue Jean Piret à L-2965 Luxembourg, le jeudi 28 janvier 2010 à 16.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes au 30 septembre 2009
3. Affectation des résultats
4. Décharge aux administrateurs
5. Nominations statutaires
6. Divers

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux siège et agences de ING Luxembourg et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003393/584/21.

Potosi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 118.547.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 26 janvier 2010 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 septembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 septembre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003392/1023/16.

San Zeno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.647.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 24 janvier 2010 à 10.00 heures, au siège social, 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Ratification de la cooptation de Monsieur Enzo Buzzavi;
2. Révocation de Monsieur Rinaldo Maderni de son poste d'administrateur;
3. Nomination de la société Revisora S.A. au poste de commissaire aux comptes;
4. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008;
5. Approbation des comptes annuels aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008;
6. Affectation des résultats des exercices clos aux 31 décembre 2006, 2007 et 2008;
7. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux comptes;
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003394/21.

Sujedo S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 26.145.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,

qui aura lieu le 25 janvier 2010 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 octobre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 octobre 2009.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010003395/1023/16.

Swisscanto (LU) Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 113.208.

Die Aktionäre sind eingeladen, an der

ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG

teilzunehmen, welche in den Räumen der RBC Dexia Investor Services Bank S.A., in 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, am Dienstag den 19. Januar 2010 um 15.00 Uhr mit folgender Traktanden stattfinden wird:

Traktanden:

1. Vorlage der Berichte des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers für das am 30. September 2009 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Vorlage und Genehmigung des Jahresabschlusses zum 30. September 2009; Verwendung des Ergebnisses.
3. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates.
4. Wahl der Mitglieder des Verwaltungsrates.
5. Wahl des Wirtschaftsprüfers.
6. Verschiedenes.

Alle Aktionäre sind befugt an der Hauptversammlung teilzunehmen oder sich mittels Vollmacht vertreten zu lassen. Sie werden gebeten dies mindestens 5 Tage im Voraus der Gesellschaft oder einer der nachfolgend genannten Zahlstellen mitzuteilen:

In der Schweiz:

- Basler Kantonalbank

In Luxemburg:

- RBC Dexia Investor Services Bank S.A

Die Beschlüsse der Hauptversammlung erfordern kein Quorum und können bei einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen rechtswirksam gefasst werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2009158500/755/28.

Comgest Panda, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 58.116.

The Board of Directors of COMGEST PANDA is hereby pleased to invite you to attend the
ANNUAL GENERAL MEETING

that will be held on *January 18, 2010* at 11.00 a.m. at the Registered Office of the Company for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Managers and of the Independent Auditor.
2. Approval of the financial statements as at September 30, 2009.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on September 30, 2009.
5. Statutory elections.
6. Miscellaneous.

The Shareholders are aware that no quorum is needed for the meeting to pass a valid resolution.

Resolutions will be passed by a simple majority of the Shareholders present or represented.

Shareholders have to inform the Board of Directors of the Company by mail of their intention to attend the Meeting at least five business days prior to the date of the Meeting.

Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed, dated and signed proxy form no later than five business days prior to the date of the Meeting to Ms Katja Kieffer, CACEIS Bank Luxembourg, at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.45.44).

Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

In order to allow CACEIS Bank Luxembourg (CACEIS BL), in its capacity as registrar and transfer agent and domiciliary agent of the Company, to ensure correlation between the proxies received and the Company's register of shareholders,

shareholders taking part in the Meeting represented by proxy are requested to return the latter with a copy of their ID Card / passport in force or an updated list of the authorised signatures, in the case shareholder(s) act on behalf of a corporation. Lack of compliance with this requirement will render impossible the shareholder(s)'s identification, CACEIS BL being thus instructed by the Board of Directors of the Company to not take into consideration the relevant proxy for the purpose of the Meeting.

The annual report as at September 30, 2009 can be obtained from the Registered Office of the Company.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2009157560/755/35.

Dexia Luxpart, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 52.211.

—
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires («l'Assemblée») de DEXIA LUXPART aura lieu au siège social de la société, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, le 18 janvier 2010 à 11.00 heures.

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises au 30 septembre 2009
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2009
3. Affectation des résultats
4. Décharge à donner au Conseil d'Administration pour l'exercice clôturé au 30 septembre 2009
5. Election du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
6. Divers

Les actionnaires sont informés que les points à l'ordre du jour de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et que les décisions seront prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les actionnaires qui désirent assister personnellement à l'Assemblée sont priés, pour des raisons d'organisation, de s'inscrire jusqu'au 15 janvier 2010 auprès de DEXIA LUXPART, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, à l'attention de Madame Mylène Castellani (Fax N° +352 / 2460-3331).

Pour être admis à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE DEXIA LUXPART.

Référence de publication: 2009158913/755/27.

HAIG Return, Fonds Commun de Placement.

—
Sonderreglement

Das Sondervermögen HAIG Return wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den HAIG Return ist das allgemeine Verwaltungsreglement, das am 29. Dezember 2009 in Kraft tritt, integraler Bestandteil. Dieses allgemeine Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt, und der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde am 8. Januar 2010 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des HAIG Return, das am 29. Dezember 2009 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxembourg, den 14. Dezember 2009.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2009155182/19.

(090193824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2009.

HAIG Return, Fonds Commun de Placement.

Allgemeines Verwaltungsreglement

Das Sondervermögen HAIG Return wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 29. Dezember 2009 in Kraft tritt und zwecks Veröffentlichung am 8. Januar 2010 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Luxemburg, den 14. Dezember 2009.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.
Unterschriften

Référence de publication: 2009155181/16.

(090193825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2009.

Perpignan SA, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 63.470.

Nacofi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 63.468.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille neuf, le vingt-neuf décembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme PERPIGNAN S.A., ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B numéro 63.470, constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, et maintenant à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 4 mars 1998, publié au Mémorial C numéro 403 du 4 juin 1998, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, prénommé, en date du 27 novembre 2009, acte en voie de publication au Mémorial C, ci-après dénommée "la Société Absorbante".

Le conseil d'administration a conféré ce mandat à Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE lors de sa réunion du 28 décembre 2009.

2) Madame Sophie HENRYON, employée privée, demeurant professionnellement à L-4030 Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, agissant en tant que mandataire de la société anonyme NACOFI S.A., ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B numéro 63.468, constituée suivant acte reçu par Maître Frank MOLITOR, notaire alors de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg, et maintenant à Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 4 mars 1998, publié au Mémorial C numéro 402 du 4 juin 1998, et dont les statuts ont été modifiés par acte sous seing privé lors de la conversion du capital en Euros, en date du 16 novembre 2001, publié par extrait au Mémorial C numéro 766 du 21 mai 2002, ci-après dénommée "la Société Absorbée".

Le conseil d'administration de la société absorbée a conféré ce mandat à Sophie HENRYON lors de sa réunion du 28 décembre 2009.

Les copies des procès-verbaux des réunions, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être soumises avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Lesdits comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet commun de fusion qui suit:

1) La société anonyme PERPIGNAN S.A. entend fusionner avec la société anonyme NACOFI S.A. par absorption de cette dernière par la première.

2) La Société Absorbante détient la totalité, à savoir mille deux cent cinquante (1.250) actions avec droit de vote de la Société Absorbée, étant entendu qu'il n'y a pas d'autres titres émis, ni des actions conférant des droits spéciaux. Par

conséquent, la fusion s'effectuera d'après le mode simplifié tel que prévu aux articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

3) Les opérations de la société anonyme NACOFI S.A. sont à considérer du point de vue comptable comme accomplies au nom et pour le compte de la société anonyme PERPIGNAN S.A. à partir du 1^{er} janvier 2009.

4) Il n'est accordé aucun avantage particulier aux administrateurs ni aux commissaires aux comptes des sociétés qui fusionnent.

5) La fusion ne prend effet entre parties qu'un mois après la publication du présent projet commun de fusion au Mémorial C conformément à l'article 9 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.

6) Tous les actionnaires de la société anonyme PERPIGNAN S.A. ont le droit de prendre connaissance au siège social de cette société, au moins un mois avant que l'opération ne prenne effet entre parties, du projet commun de fusion, des comptes annuels et des rapports de gestion, ainsi que des états comptables tels que déterminés à l'article 267 de la loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

7) Un ou plusieurs actionnaires de la Société Absorbante disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit ont le droit de requérir, pendant le même délai la convocation d'une assemblée générale appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8) A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet commun de fusion par l'assemblée, la fusion deviendra définitive un mois après la publication comme indiqué sub 5) et entraînera de plein droit les effets prévus par l'article 274 de la loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

9) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la Société Absorbante.

10) Décharge entière est accordée aux administrateurs et au commissaire de la Société Absorbée.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet commun de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271, paragraphe 2 de la loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, celles-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 30 décembre 2009. Relation: EAC/2009/16460. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2010002114/74.

(100000786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2010.

BRE/Europe 3-P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 129.751.

BRE/Somer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 122.219.

—
PROJET DE FUSION

In the year two thousand nine, on the twenty-third of December.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) BRE/Europe 3-P S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 129.751, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), incorporated pursuant a deed of the notary Me. Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 31 May 2007, published in the Mémorial N° 1827 dated 29 August 2007, whose articles of incorporation have not been modified yet,

here represented by Mlle Virginie Lepage, avocat, residing in Luxembourg, acting as the representative of the sole manager of BRE/Europe 3-P S.à r.l. (the "Sole Manager 1"), pursuant to resolutions taken by the Sole Manager 1 on 17 December 2009 (the "Resolution 1").

2) BRE/Somer S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 122.219, having a share capital of ten thousand British Pounds (GBP 10,000.00), incorporated pursuant a deed of the notary Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 20 November 2006, published in the Mémorial N° 43 dated 24 January 2007, whose articles of incorporation have not been modified yet,

here represented by Mlle Virginie Lepage, avocat, residing in Luxembourg, acting as the representative of the sole manager of BRE/Somer S.à r.l. (the "Sole Manager 2"), pursuant to resolutions taken by the Sole Manager 2 on 17 December 2009 (the "Resolution 2").

Hereinafter, the Resolution 1 and the Resolution 2 are collectively referred to as the "Resolutions".

An excerpt of the Resolutions, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have required the undersigned notary to record the following:

Merger Project

1) Merging Parties

- BRE/Europe 3-P S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 129.751, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), as absorbing company (hereinafter referred to as "Absorbing Company"),

- BRE/Somer S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 122.219, having a share capital of ten thousand British Pounds (GBP 10,000,00), as absorbed company (hereinafter referred to as "Absorbed Company").

The Absorbing Company and the Absorbed Company are collectively referred to as the "Merging Companies".

2) The Absorbing Company holds 500 shares of the Absorbed Company, representing the entire share capital and all of the voting rights of the Absorbed Company.

3) The Absorbing Company proposes to absorb the Absorbed Company by way of transfer of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company, pursuant to the provisions of articles 278 through 280 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

4) As from 17 November 2009, all operations and transactions of the Absorbed Company are considered for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company.

5) As of the Effective Date (as defined below), all rights and obligations of the Absorbed Company vis-à-vis third parties shall be taken over by the Absorbing Company. The Absorbing Company will in particular take over debts as own debts and all payment obligations of the Absorbed Company. The rights and claims comprised in the assets of the Absorbed Company shall be transferred to the Absorbing Company with all securities, either in rem or personal, attached thereto.

6) The Absorbing Company shall from the Effective Date (as defined below) carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist on the Effective Date (as defined below) and in particular carry out all agreements existing, if any, with the creditors of the Absorbed Company and shall be subrogated to all rights and obligations from such agreements.

7) No special rights or advantages have been granted to the sole manager of the Merging Companies.

8) The sole partner of the Absorbing Company has, within one month from the publication of this merger project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, access at the registered office of the Absorbing Company to all documents listed in article 267 paragraph (1) a), b) and c) of the Law and may obtain copies thereof, free of charge.

9) One or more partners of the Absorbing Company holding at least 5% of the subscribed share capital of the Absorbing Company may within the time period set out in 8) above request the convening of a shareholders' meeting of the Absorbing Company to decide whether to approve the proposed merger.

10) Full discharge is granted to the sole manager of the Absorbed Company the exercise of its mandate.

11) Subject to the rights of the sole partner of the Absorbing Company set out in 9) above, the dissolution of the Absorbed Company shall become effective and final one month after the publication of this merger project in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Effective Date") and will lead simultaneously to the effects set out in article 274 of the Law.

12) The Absorbing Company shall itself carry out all formalities, including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Insofar as required by law or deemed necessary or

useful, appropriate transfer instruments shall be executed by the Merging Companies to effect the transfer of the assets and liabilities transferred by the Absorbed Company to the Absorbing Company.

13) The books and records of the Absorbed Company will be held at the registered office of the Absorbing Company for the period legally prescribed.

14) As a result of the merger, the Absorbed Company shall cease to exist and all their respective issued shares shall be cancelled.

The undersigned notary public hereby certifies the existence and legality of the merger project and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging parties pursuant to the Law.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt troisième jour du mois de décembre.

Par-devant, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) BRE/Europe 3-P S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.751, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), constituée suivant acte reçu du Me. Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 31 mai 2007, publié au Mémorial N°1827 daté du 29 août 2007, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés,

ici représentée par Mlle Virginie Lepage, avocat, résidant au Luxembourg, agissant en qualité de mandataire au nom et pour compte du gérant unique de BRE/Europe 3-P S.à r.l. (le "Gérant Unique 1"), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Gérant Unique 1 le 17 décembre 2009 (la "Résolution 1");

2) BRE/Somer S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.219, ayant un capital social de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-), constituée suivant acte reçu du notaire Me. Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 20 novembre 2006, publié au Mémorial N°43 daté du 24 janvier 2007, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés,

ici représentée par Mlle Virginie Lepage, avocat, résidant au Luxembourg, agissant en qualité de mandataire au nom et pour compte du gérant unique de BRE/Somer S.à r.l. (le "Gérant Unique 2"), en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Gérant Unique 2 le 17 décembre 2009 (la "Résolution 2").

Ci-après, la Résolution 1 et la Résolution 2 sont collectivement dénommées les "Résolutions".

Les dites Résolutions, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Projet de Fusion

1) Parties à la fusion:

- BRE/Europe 3-P S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.751, ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-), comme société absorbante (la "Société Absorbante");

- BRE/Somer S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122.219, ayant un capital social de dix mille Livres Sterling (GBP 10.000,-), comme société absorbée (la "Société Absorbée");

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont collectivement dénommées les "Sociétés Fusionnantes".

2) La Société Absorbante détient 500 parts sociales dans la Société Absorbée, représentant l'intégralité du capital social et tous les droits de vote dans la Société Absorbée.

3) La Société Absorbante propose d'absorber la Société Absorbée par voie de fusion par acquisition suivant les dispositions des articles 278 à 280 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

4) A partir du 17 novembre 2009, toutes les opérations et les transactions de la Société Absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante.

5) A partir de la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous), tous les droits et obligations de la Société Absorbée vis-à-vis des tiers seront pris en charge par la Société Absorbante. La Société Absorbante assumera en particulier toutes les dettes comme ses dettes propres et toutes les obligations de paiement de la Société Absorbée. Les droits et créances de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante avec l'intégralité des sûretés, soit in rem soit personnelles, y attachées.

6) La Société Absorbante exécutera à partir de la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous) tous les contrats et obligations, de quelle que nature qu'ils soient, de la Société Absorbée tels que ces contrats et obligations existent à la Date de Réalisation (telle que définie ci-dessous) et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats.

7) Aucun droit ou avantage particulier n'a été attribué aux gérants des Sociétés Fusionnantes.

8) L'associé unique de la Société Absorbante a le droit, pendant un mois à compter de la publication de ce projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, de prendre connaissance au siège social de la Société Absorbée de tous les documents énumérés à l'article 267, alinéa (1) a), b) et c) de la Loi et peut en obtenir copie intégrale, sans frais.

9) Un ou plusieurs associés de la Société Absorbante disposant au moins de 5% du capital souscrit de la Société Absorbante a/ont le droit, pendant le délai indiqué sous le point 8) ci-dessus, de requérir la convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

10) Décharge pleine et entière est accordée au gérant unique de la Société Absorbée pour l'exercice de leur mandat.

11) Sous réserve des droits de l'associé unique de la Société Absorbante tels que décrits sous le point 9) ci-dessus, la dissolution de la Société Absorbée deviendra effective et définitive un mois après la publication de ce projet de fusion dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la "Date de Réalisation") et conduira simultanément aux effets tels que prévus par l'article 274 de la Loi.

12) La Société Absorbante devra elle-même accomplir toutes les formalités, y compris les publications telles que prévues par la loi, qui sont nécessaires ou utiles à l'entrée en vigueur de la fusion et au transfert et cession des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante. Dans la mesure où la loi le prévoit, ou lorsque jugé nécessaire ou utile, des actes de transfert appropriés seront exécutés par les Sociétés Fusionnantes afin de réaliser la transmission des actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

13) Les documents sociaux de la Société Absorbée seront conservés au siège social de la Société Absorbante pendant la période prescrite par la loi.

14) Par effet de la fusion, la Société Absorbée cessera d'exister de plein droit et ses parts sociales émises seront annulées.

Le notaire soussigné déclare attester de l'existence et de la légalité du projet de fusion et de tous actes, documents et formalités incombant aux parties à la fusion conformément à la Loi.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par la présente que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire soussigné par nom, prénom usuel, état et demeure, le mandataire des comparants a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Lepage, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 décembre 2009. Relation: EAC/2009/16345. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 30 décembre 2009.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2010002122/185.

(100000780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2010.

Falcon Fund Management (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 28.918.

In the year two thousand and nine, on the twentieth of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Falcon Fund Management (Luxembourg) (the "Company"), a public limited company ("société anonyme") with registered office at 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, incorporated formerly under the name of UBZ INTERNATIONAL TRUST MANAGEMENT S.A., pursuant to a notarial deed of Maître Camille Hellinckx, then notary residing in Luxembourg, dated 10 October 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 296 of 9 November 1988. The articles of incorporation (the "Articles") have been amended for the last time by a notarial deed of the undersigned notary, dated 12 May 2009 and published in the Mémorial, number 1279 on 2 July 2009.

The meeting was opened at 17.30 p.m. under the chairmanship of Mrs. Julia BLUNCK, lawyer, professionally residing in Luxembourg, who appointed as secretary Mrs. Susanne d'ANTERROCHES, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr. Marcel BARTNIK, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled "ne varietur" by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

II. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended, and the resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the votes cast in the meeting.

III. The agenda of the present meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment of the Articles in order to comply with the Law of 10 August 1915 as lastly amended by the Law of 10 June 2009 concerning the cross-border mergers of limited liability companies;

2. Amendment of the Company's purpose and subsequent amendment of 'Article 3' of the Articles, so as to read as follows:

Art. 3. The object of the Corporation is the collective portfolio management of one or several Luxembourg and/or foreign collective investment funds in transferable securities authorized according to the Directive 85/611/EEC, as amended, ("UCITS") and of other Luxembourg and foreign collective investment funds not covered by this Directive ("UCI") (all together the "Funds") on behalf of their unitholders or shareholders in accordance with the provisions of chapter 13 of the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment as amended (the "Law of 2002").

The Corporation may also serve as advisor to such Funds in connection with the management of their assets and their promotion.

The activity of collective portfolio management of the Funds includes the following functions:

- Investment Management. In this connection, the Corporation may, for the account of the Funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the Funds under management. This enumeration is not exhaustive.

- Administration of Funds. This function includes all activities listed under "Administration" in Annex II of the Law of 2002, i.e. namely (i) the valuation of the Funds portfolios and the pricing of the units/shares, (ii) the issue and redemption of the units/shares of the Funds, (iii) the maintenance of units/shares holder registers, and (iv) the record keeping of transactions. This enumeration is not exhaustive.

- Marketing of their units/shares of the Funds in Luxembourg and abroad.

The Corporation may perform part or all of these activities for UCITS and UCIs or other management companies as delegate.

The Corporation may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish subsidiaries, branches, or other representative offices.

The Corporation may also administer its own assets and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3. Reorganization of the operating mechanism of the Company's bodies;
4. Subsequently to the foregoing, amendment of the Articles as a whole;
5. Change of the French translation of the Articles to a German translation.

IV. The whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

V. Consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned items of the agenda.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolution:

Resolution

The meeting resolves

1. to amend the articles of incorporation in order to comply with the Law of 10 August 1915 as lastly amended by the Law of 10 June 2009 concerning the cross-border mergers of limited liability companies,
2. to amend the Company's purpose,
3. to reorganize the operating mechanism of the Company's bodies,
4. subsequently to the foregoing to amend the Articles as a whole, and
5. to change the French translation of the Articles to a German translation.

Accordingly, the Articles are to read as follows:

I. Corporation, Duration, Object and Registered office

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares, a company in the form of a société anonyme under the denomination of "Falcon Fund Management (Luxembourg)" (the "Corporation").

Art. 2. The Corporation is established for an unlimited duration. It may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), as described in Article 24 hereof.

Art. 3. The object of the Corporation is the collective portfolio management of one or several Luxembourg and/or foreign collective investment funds in transferable securities authorized according to the Directive 85/611/EEC, as amended, ("UCITS") and of other Luxembourg and foreign collective investment funds not covered by this Directive ("UCI") (all together the "Funds") on behalf of their unitholders or shareholders in accordance with the provisions of chapter 13 of the Luxembourg law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment as amended (the "Law of 2002").

The Corporation may also serve as advisor to such Funds in connection with the management of their assets and their promotion.

The activity of collective portfolio management of the Funds includes the following functions:

- Investment Management. In this connection, the Corporation may, for the account of the Funds, (i) provide investment advice and make investment decisions, (ii) enter into agreements, (iii) buy, sell, exchange and deliver any sort of transferable securities and/or other acceptable types of assets, (iv) exercise all voting rights pertaining to securities held by the Funds under management. This enumeration is not exhaustive.

- Administration of Funds. This function includes all activities listed under "Administration" in Annex II of the Law of 2002, i.e. namely (i) the valuation of the Funds portfolios and the pricing of the units/shares, (ii) the issue and redemption of the units/shares of the Funds, (iii) the maintenance of units/shares holder registers, and (iv) the record keeping of transactions. This enumeration is not exhaustive.

- Marketing of their units/shares of the Funds in Luxembourg and abroad.

The Corporation may perform part or all of these activities for UCITS and UCIs or other management companies as delegate.

The Corporation may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish subsidiaries, branches, or other representative offices.

The Corporation may also administer its own assets and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. The registered office of the Corporation is established in Luxembourg City, in the Grand Duchy of Luxembourg. Subsidiaries, branches or other representative offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors (the "Board").

The registered office of the Corporation may be transferred by a decision of the Board provided that it remains in Luxembourg City.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that could interfere with the normal activities of the Corporation at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred

abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Corporation, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

II. Corporation capital and Shares

Art. 5. The corporate capital is set at CHF 600.000,- (six hundred thousand Swiss francs) represented by 600 (six hundred) shares with a par value of CHF 1.000,- (one thousand Swiss francs) each (the "Shares"), all fully paid in.

By resolution of the Board, the Corporation's capital may be increased to CHF 7.500.000,- (seven million five hundred thousand Swiss francs) with the issue of new shares with a par value of CHF 1.000,- (one thousand Swiss francs), with the same rights and benefits as existing Shares.

The Board shall be authorised and mandated as follows:

- to increase capital, once or in successive tranches (i) by the issue of new shares to be paid for in cash, contributions in kind, or conversion of receivables or, (ii) if approved by the annual general meeting of shareholders, by the capitalisation of profits or reserves,

- to set the place and date of the issue or successive issues, the issue price, the terms and conditions of subscription and payment of the new shares.

This authorization shall be valid for a period expiring five years after the day of publication of these Articles and may be renewed by a general meeting of shareholders.

Following each increase in capital carried out and duly recorded in the forms laid down by law, the first paragraph of this Article shall be amended so as to correspond with the increase that has been made. This amendment shall be officially recorded by the Board or by any person it shall authorise for this purpose.

The Corporation may purchase its Shares in accordance with the conditions of article 49-2 of the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "Law of 1915").

Art. 6. The Shares shall be and remain in registered form. A register of Shares (the "Register") shall be kept at the Corporation's registered office. Ownership of registered Shares shall be established by an entry in said register. Share certificates (hereafter "Certificates") will be issued upon request. Such Certificates shall be signed by two directors whose signatures may be by facsimile.

All issued Shares shall be registered in the Register, which shall be kept by the Corporation.

Each shareholder must provide the Corporation with an address. All notices and announcements from the Corporation to shareholders may be sent to such address which will also be entered in the Register.

Payments of dividends to shareholders will be made to their addresses in the Register. No interest will be paid on dividends declared, pending their collection, or relating to shares held by the Corporation.

The transfer of Shares shall be effected by a written declaration of transfer registered in the Register, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons empowered by duly valid "power of attorney" to act therefore. The Corporation may also accept on its own discretion other means of transfer as evidence of such transfer.

Art. 7. The capital of the Corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 24 hereof.

Art. 8. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Corporation shall represent the entire body of shareholders of the Corporation.

It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relative to the operations of the Corporation.

Art. 9. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Corporation, or at any other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the second Monday of the month of May at 11.00 a.m. If such day is a legal holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual general meeting may be held outside the Grand Duchy of Luxembourg, if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. The quorum and time required by law shall govern the notice for and the conduct of the meetings of shareholders of the Corporation, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by fax or email, confirmed in writing.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the Shares present or represented and voting.

Art. 11. Shareholders will meet upon a call of the Board or upon the request of shareholders representing at least one-tenth of the outstanding share capital of the Corporation, pursuant to a notice setting forth the agenda, sent by

registered mail at least eight days prior to the date of the general meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register and published in accordance with Luxembourg law.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare to be informed of its agenda, the meeting may be held without convening notice.

III. Board of Directors

Art. 12. The Corporation shall be managed by a Board composed of at least three members, who need not be shareholders of the Corporation.

The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, for a period of one year; provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. Directors may be reelected without limitation. In the event of vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Board shall elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders.

The Board may, from time to time, appoint officers of the Corporation, including two or more conducting persons pursuant to article 78 of the Law of 2002 and any other officers considered necessary for the operation and management of the Corporation.

Any such appointment may be revoked at any time by the Board.

The conducting persons or any other officers need not to be shareholders of the Corporation.

The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

Art. 13. The Board shall meet upon call by the chairman or two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of the circumstances shall be set forth in the notice of meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by fax or email, confirmed in writing, of each director.

Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Art. 14. A director may act at a meeting of the Board by appointing in writing or by fax or email, confirmed in writing, another director as his proxy.

Except as stated below, the Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is in attendance (which may be by way of a conference telephone call) or represented at a meeting of the Board.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for or against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

The directors may also approve by unanimous vote a circular resolution, by expressing their consent on one or several separate documents in writing or by fax or email, confirmed in writing, which shall all together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 16. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Corporation's interest.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board.

The Board has in particular power to determine the corporate policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Corporation.

Art. 17. No contract or other transaction between the Corporation and any other corporation shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Corporation is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation.

Any director or officer of the Corporation who serves as a director, associate, officer or employee of any corporation with which the Corporation shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Corporation may have a personal interest in any transaction of the Corporation, such director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Falcon Private Bank Ltd, Zürich / Switzerland, or any subsidiary or any affiliate thereof or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 18. The Corporation may indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses, reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Corporation. An exception will be in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct. Furthermore in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Corporation is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 19. The Corporation will be bound by the joint signatures of any two directors of the Corporation, or by the joint signatures of a director and of any duly authorized person, or in any other way determined by a resolution of the Board.

IV. Auditor and Annual statement

Art. 20. The operations of the Corporation, including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an independent and external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of shareholders of the Corporation for a period of one year and shall remain in office until re-elected or until his successor is elected and qualifies. The auditor may be reappointed without limitation and may only be revoked for serious reason. The auditor will be remunerated by the Corporation.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2002.

Art. 21. The annual statement consist of the profit and loss account, the balance sheet and the notes. It is prepared according to Luxembourg GAAP in Swiss Francs.

The accounting year of the Corporation shall begin on the 1st day of January and shall terminate on the 31st day of December of the same year.

Art. 22. From the annual net profits of the Corporation, five percent shall be allocated to the reserve required by law.

This allocation shall cease to be required as soon as and as long as such legal reserve amounts to ten percent of the issued capital of the Corporation as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in Article 7 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare stock dividends or cash dividends from time to time.

Any shares of the Corporation held by it shall be excluded from receiving dividends or from participating in the net liquidation proceeds.

The Board may, in accordance with the provisions of Luxembourg law and with the approval of the auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), declare and pay an interim dividend.

V. Dissolution and Liquidation

Art. 23. In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VI. Final provisions

Art. 24. These Articles may be amended by a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 25. All funds to which shareholders are entitled pursuant to the liquidation of the Corporation and which shall not have been claimed by those entitled thereto before the close of the liquidation operations shall be deposited in favour of whom it may concern at the Caisse des Consignations in Luxembourg.

Art. 26. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 as well as with the Law of 2002.

There being no further item on the Agenda, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, the said persons appearing together before the notary signed together with the notary, this original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Follows the German translation:

Im Jahre zweitausendneun, am zwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Falcon Fund Management (Luxembourg) (die "Gesellschaft") eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxemburg, gegründet unter der Bezeichnung UBZ INTERNATIONAL TRUST MANAGEMENT S.A. gemäß notarieller Urkunde von Maître Camille Hellinckx, Notar mit dem damaligen Amtssitz in Luxemburg, vom 10. Oktober 1988, welche im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das "Mémorial"), Nummer 296 vom 9. November 1988 veröffentlicht wurde, zu einer außerordentlichen Generalversammlung erschienen. Die Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") wurde letztmalig am 12. Mai 2009 gemäß notarieller Urkunde des amtierenden Notars abgeändert und am 2. Juli 2009 im Mémorial, Nummer 1279 veröffentlicht.

Die Versammlung wird um 17.30 Uhr unter dem Vorsitz von Frau Julia BLUNCK, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Sekretär Frau Susanne d'ANTERROCHES, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Dr. Marcel BARTNIK, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg.

Es ersucht der Vorsitzende den amtierenden Notar folgendes zu beurkunden:

I. Die persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigten Vertreter, sowie die jeweilige Anzahl der Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären oder deren bevollmächtigten Vertretern, dem Vorsitzenden, dem Sekretär und dem Stimmzähler, sowie dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Die Anwesenheitsliste und die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar "ne varietur" gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

II. Für eine Satzungsänderung wird gemäß Artikel 67-1 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner letztgültigen Fassung ein Anwesenheitsquorum von 50% des Gesellschaftskapitals gefordert; die Beschlüsse sind entsprechend der Tagesordnung mit einer 2/3 Mehrheit der abgegebenen Stimmen zu fassen.

III. Die Tagesordnung der gegenwärtigen Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Satzungsanpassung an die letzten Änderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durch das Gesetz vom 10. Juni 2009 über die grenzübergreifende Verschmelzung von Gesellschaften mit beschränkter Haftung;

2. Abänderung des Gesellschaftszwecks der Gesellschaft und entsprechende Änderung von Artikel 3 der Satzung, welcher von nun an wie folgt lautet:

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die zentrale Verwaltung des Portfolios eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welche der Richtlinie 85/611/EWG unterliegen ("OGAW") und anderer Luxemburger und ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen, die nicht von dieser Richtlinie erfasst sind ("OGA") (zusammen die "Fonds") zugunsten der Anteilhaber oder Aktionäre und im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 13 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2002").

Die Gesellschaft kann darüber hinaus als Berater der Fonds in Verbindung mit der Verwaltung deren Vermögens und deren Vertriebs tätig werden.

Die Tätigkeit der zentralen Verwaltung der Fonds-Portfolios umfasst die folgenden Funktionen:

- Anlageverwaltung. In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft für Rechnung der Fonds (i) anlageberatend tätig sein und Entscheidungen hinsichtlich der Investitionen treffen, (ii) Verträge abschließen, (iii) jede Art von Wertpapieren und/oder andere zulässige Vermögenswerte erwerben, verkaufen, austauschen und übergeben, (iv) alle Mitspracherechte ausüben, die Wertpapiere betreffen, welche durch die verwalteten Fonds gehalten werden. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Zentralverwaltung. Diese Funktion umfasst alle Tätigkeiten, die unter dem Stichwort "Verwaltung" im Anhang II des Gesetzes von 2002 aufgeführt sind, und zwar (i) die Bewertung des Fonds-Portfolios und die Festlegung der Preise für

Anteile/Aktien (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen/Aktien der Fonds (iii) die Führung des Verzeichnisses der Anteilhaber/Aktionäre, und (iv) die Verbuchung von Transaktionen. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Vertrieb der Anteile/Aktien der Fonds in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann Teile oder sämtliche dieser Tätigkeiten für OGAW und OGA oder andere Verwaltungsgesellschaften als Vertreter ausführen.

Die Gesellschaft kann Dienstleistungen in Luxemburg und im Ausland erbringen und kann zu diesem Zweck Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder sonstige Repräsentanzbüros errichten.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr eigenes Vermögen verwalten und sämtliche sonstigen Geschäfte tätigen, die zur Erreichung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes förderlich sind.

3. Umgestaltung der Funktionsmechanismen der Gesellschaftsorgane;

4. Dementsprechende Neufassung der Satzung als Ganzes;

5. Änderung der französischen Übersetzung der Satzung in eine deutsche Übersetzung der Satzung.

IV. Da das gesamte Gesellschaftskapital anwesend bzw. vertreten ist und sämtliche persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigten Vertreter erklären, bereits vor der außerordentlichen Generalversammlung Kenntnis von der Tagesordnung gehabt zu haben, war die Versendung einer offiziellen Einladung zu der außerordentlichen Generalversammlung entbehrlich.

V. Dementsprechend ist die gegenwärtige Generalversammlung beschlussfähig und kann über die Tagesordnungspunkte entscheiden.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung einstimmig folgenden

Beschluss

Die Generalversammlung beschließt

1. die Satzung an die letzten Änderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durch das Gesetz vom 10. Juni 2009 über die grenzübergreifende Verschmelzung von Gesellschaften mit beschränkter Haftung anzupassen;

2. den Gesellschaftszweck der Gesellschaft abzuändern;

3. die Funktionsmechanismen der Gesellschaftsorgane umzugestalten;

4. dementsprechend die Satzung als Ganzes neu zu fassen, und

5. die französische Übersetzung der Satzung in eine deutsche Übersetzung zu ändern.

Im Einklang mit dem Vorerwähnten liest sich die Satzung von nun an wie folgt:

I. Gründung, Dauer, Zweck und Eingetragener Sitz

Art. 1. Zwischen den Unterzeichnenden und jeder anderen Person, die künftig Aktionär wird, besteht eine Gesellschaft in Form einer "société anonyme" unter dem Namen "Falcon Fund Management (Luxembourg)" (die "Gesellschaft").

Art. 2. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Zeit gegründet. Sie kann durch einen Beschluss der Aktionäre aufgelöst werden, der in der Form erfolgt, die gemäß nachstehendem Artikel 24 für eine Änderung dieser Satzung (die "Satzung") vorgeschrieben ist.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die zentrale Verwaltung des Portfolios eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welche der Richtlinie 85/611/EWG unterliegen ("OGAW") und anderer Luxemburger und ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen, die nicht von dieser Richtlinie erfasst sind ("OGA") (zusammen die "Fonds") zugunsten der Anteilhaber oder Aktionäre und im Rahmen der Bestimmungen des Kapitels 13 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2002").

Die Gesellschaft kann darüber hinaus als Berater der Fonds in Verbindung mit der Verwaltung deren Vermögens und deren Vertriebs tätig werden.

Die Tätigkeit der zentralen Verwaltung der Fonds-Portfolios umfasst die folgenden Funktionen:

- Anlageverwaltung. In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft für Rechnung der Fonds (i) anlageberatend tätig sein und Entscheidungen hinsichtlich der Investitionen treffen, (ii) Verträge abschließen, (iii) jede Art von Wertpapieren und/oder andere zulässige Vermögenswerte erwerben, verkaufen, austauschen und übergeben, (iv) alle Mitspracherechte ausüben, die Wertpapiere betreffen, welche durch die verwalteten Fonds gehalten werden. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Zentralverwaltung. Diese Funktion umfasst alle Tätigkeiten, die unter dem Stichwort "Verwaltung" im Anhang II des Gesetzes von 2002 aufgeführt sind, und zwar (i) die Bewertung des Fonds-Portfolios und die Festlegung der Preise für Anteile/Aktien (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen/Aktien der Fonds (iii) die Führung des Verzeichnisses der Anteilhaber/Aktionäre, und (iv) die Verbuchung von Transaktionen. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Vertrieb der Anteile/Aktien der Fonds in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann Teile oder sämtliche dieser Tätigkeiten für OGAW und OGA oder andere Verwaltungsgesellschaften als Vertreter ausführen.

Die Gesellschaft kann Dienstleistungen in Luxemburg und im Ausland erbringen und kann zu diesem Zweck Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder sonstige Repräsentanzbüros errichten.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr eigenes Vermögen verwalten und sämtliche sonstigen Geschäfte tätigen, die zur Erreichung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes förderlich sind.

Art. 4. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Durch Beschluss des Verwaltungsrates (der "Verwaltungsrat") können jederzeit Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder sonstige Repräsentanzbüros, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden, vorausgesetzt, er verbleibt in Luxemburg-Stadt.

Falls der Verwaltungsrat entscheidet, dass durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder der reibungslose Verkehr zwischen dem eingetragenen Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder falls eine solche Behinderung vorauszu sehen ist, kann der eingetragene Sitz der Gesellschaft vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden; diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, welche, unbeschadet der vorübergehenden Verlegung des eingetragenen Gesellschaftssitzes, eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

II. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt CHF 600.000,- (sechshunderttausend Schweizer Franken) und ist in 600 (sechshundert) Aktien (die "Aktien") mit einem Nennwert von je CHF 1.000,- (eintausend Schweizer Franken) eingeteilt und in voller Höhe einbezahlt.

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss des Verwaltungsrates auf bis zu CHF 7.500.000,- (sieben Millionen fünfhunderttausend Schweizer Franken) durch Ausgabe neuer Aktien mit einem Nennwert von CHF 1.000,- (eintausend Schweizer Franken), ausgestattet mit den gleichen Rechten und Vergünstigungen wie die bereits gezeichneten Aktien, erhöht werden.

Der Verwaltungsrat wird wie folgt bevollmächtigt und beauftragt:

- zur Kapitalerhöhung, einmalig oder in Etappen durch (i) Ausgabe neuer Aktien, bezahlbar in bar, in Sachwerten oder Abtretung von Forderungen oder, (ii) sofern genehmigt durch die jährliche Generalversammlung der Gesellschaft, durch Aktivierung von Gewinnen oder Rücklagen,

- zur Festlegung des Ortes und des Datums der Ausgabe oder der Etappen der Ausgabe, des Ausgabepreises, der Zeichnungsbedingungen und der Bezahlung neuer Aktien.

Diese Ermächtigung hat Gültigkeit für einen Zeitraum von fünf Jahren nach Veröffentlichung dieser Satzung und kann durch Beschluss der Generalversammlung der Gesellschaft erneuert werden.

Nach jeder durchgeführten und ordnungsgemäss im Sinne der Gesetze aufgezeichneten Kapitalerhöhung ist der erste Absatz dieses Artikel anzupassen, so dass er mit der Kapitalerhöhung übereinstimmt. Diese Anpassung ist durch den Verwaltungsrat oder jede andere durch ihn zu diesem Zweck beauftragte Person zu registrieren.

Die Gesellschaft kann ihre Aktien im Rahmen der Bestimmungen des Artikels 49-2 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das "Gesetz von 1915") selbst erwerben.

Art. 6. Die Aktien werden ausschließlich in Form von Namensaktien ausgegeben. Ein Aktienverzeichnis (das "Aktienverzeichnis") wird am eingetragenen Sitz der Gesellschaft geführt und aufbewahrt. Das Eigentum an Namensaktien wird durch Eintragung in dieses Aktienverzeichnis begründet. Aktienzertifikate (im Folgenden "Zertifikate") werden auf Nachfrage ausgestellt. Diese Zertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet, deren Unterschrift auch per Faksimile erfolgen kann.

Alle ausgegebenen Aktien müssen in das von der Gesellschaft geführte Aktienverzeichnis eingetragen werden.

Jeder Aktionär muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen werden an diese Anschrift geschickt, die ebenfalls ins Aktienverzeichnis eingetragen wird.

Ausschüttungen von Dividenden an die Aktionäre werden an die Anschriften im Aktienverzeichnis erfolgen. Zinsen werden weder auf angekündigte Dividenden während deren Ansammlung gezahlt, noch hinsichtlich Aktien, die durch die Gesellschaft gehalten werden.

Die Übertragung von Aktien erfolgt durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktienverzeichnis aufgenommen wird. Diese Übertragungserklärung ist durch den Übertragenden und den Empfänger oder deren bevollmächtigte Vertreter zu datieren und zu unterzeichnen. Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen auch andere Arten der Übertragung als ausreichend ansehen.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Aktionäre und unter Einhaltung der Bestimmungen für Änderungen dieser Satzung gemäß Artikel 24, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Jede ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung der Gesellschaft repräsentiert die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft.

Die Generalversammlung der Gesellschaft hat weitestgehendste Befugnisse sämtliche Rechtshandlungen, die sich auf die allgemeinen Geschäfte der Gesellschaft beziehen, anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Art. 9. Die jährliche Generalversammlung soll in Übereinstimmung mit den Luxemburger Gesetzen in Luxemburg am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen Ort in Luxemburg, wie angekündigt in der Einladung zur Versammlung, jeweils am zweiten Montag im Mai um 11.00 Uhr stattfinden. Sofern dieser Tag ein Feiertag in Luxemburg ist, soll die jährliche Generalversammlung am nächsten darauffolgenden Bankarbeitstag abgehalten werden. Die jährliche Generalversammlung kann außerhalb des Großherzogtums stattfinden, wenn der Verwaltungsrat uneingeschränkt und endgültig feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Andere Generalversammlungen der Gesellschaft können zu jeder in der Einladung angegebenen Zeit und an jedem Ort abgehalten werden.

Art. 10. Sofern sich nicht aus dieser Satzung anderes ergibt, soll die Einladung den Anforderungen des Gesetzes hinsichtlich Quorum und Fristen genügen, ebenso wie der Ablauf Generalversammlung der Gesellschaft.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Gesellschaft nach Erteilung einer schriftlichen Vollmacht, welche auf dem Postweg, oder per Fax oder E-Mail (und anschließend auf dem Postweg bestätigt) übermittelt wird, durch eine andere Person vertreten lassen.

Sofern sich nicht aus dem Gesetz anderes ergibt, werden die Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung der Gesellschaft durch einfache Mehrheit der an Abstimmung teilnehmenden, anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Art. 11. Die Generalversammlung der Gesellschaft wird durch den Verwaltungsrat oder auf Ersuchen von Aktionären, die mindestens 1/10 des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, per Einladung einberufen, welche die Tagesordnung enthält und per Einschreiben mindestens acht Tage vor dem für die Generalversammlung der Gesellschaft anberaumten Datum an jeden Aktionär unter der im Aktionärsverzeichnis eingetragenen Anschrift versandt wird.

Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung der Gesellschaft anwesend oder vertreten und erklären, über den Inhalt der Tagesordnung informiert zu sein, so kann auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden.

III. Verwaltungsrat

Art. 12. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen.

Der Verwaltungsrat wird durch die Generalversammlung der Gesellschaft für eine Dauer von einem Jahr gewählt, vorausgesetzt, dass jedes Mitglied mit oder ohne Angabe von Gründen zu jeder Zeit durch die Generalversammlung der Gesellschaft abberufen und/ oder ersetzt werden kann. Die Mitglieder können unbegrenzt wiedergewählt werden. Wenn das Amt eines Verwaltungsratsmitgliedes wegen Todes, Ruhestands oder aus einem anderen Grund unbesetzt ist, kann die unbesetzte Stelle durch Mehrheitsbeschluss der verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend bis zur nächsten Generalversammlung der Gesellschaft besetzt werden.

Der Verwaltungsrat wird aus dem Kreis seiner Mitglieder einen Vorsitzenden bestellen. Ferner kann der Verwaltungsrat einen Sekretär wählen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und für die Führung des Protokolls während der Versammlungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlungen der Gesellschaft zuständig ist.

Der Verwaltungsrat wird von Zeit zu Zeit Direktoren für die Gesellschaft, einschließlich zweier oder mehrerer Geschäftsführer gemäß Artikel 78 des Gesetzes von 2002 berufen, sowie weitere Personen, die für die Geschäfte und Verwaltung der Gesellschaft benötigt werden.

Jede dieser Berufungen kann zu jeder Zeit durch den Verwaltungsrat widerrufen werden.

Die Geschäftsführer, sowie jeder andere Direktor, müssen nicht Aktionäre der Gesellschaft sein.

Sofern sich nicht aus dieser Satzung anderes ergibt, haben die berufenen Personen die Befugnisse und Aufgaben, die ihnen durch den Verwaltungsrat zugewiesen wurden.

Art. 13. Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz bei jeder Generalversammlung der Gesellschaft und des Verwaltungsrates. Im Falle seiner Abwesenheit ernannt die Generalversammlung bzw. der Verwaltungsrat eine andere Person als Vorsitzender pro tempore durch Mehrheitsentscheidung für die jeweilige Versammlung.

Die Verwaltungsratsmitglieder müssen zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt schriftlich geladen werden, es sei denn, es läge ein Notfall vor; die Art und die Gründe des Notfalls sind in der Einladung zu bezeichnen.

Eine Einladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Verzichts eines jedes Verwaltungsratsmitgliedes, welcher auf dem Postweg, oder per Fax oder E-Mail (und anschließend auf dem Postweg bestätigt) übermittelt wird.

Auch ist eine Einladung zu Verwaltungsratssitzungen nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen, wie in einem vorausgehenden Beschluss des Verwaltungsrates bestimmt.

Art. 14. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates mittels einer unterzeichneten Vollmacht vertreten lassen, welche auf dem Postweg, oder per Fax oder E-Mail (und anschließend auf dem Postweg bestätigt) übermittelt wird.

Sofern nicht anders bestimmt, ist der Verwaltungsrat beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend (auch per telephonischer Konferenzschaltung) oder vertreten ist.

Die Beschlussfassung erfolgt mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder. Für den Fall der Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können auch auf dem Zirkularwege einen einstimmigen Beschluss herbeiführen, durch schriftliche Zustimmung auf einer oder mehrerer gleichlautender Unterlagen, die auf dem Postweg, oder per Fax oder E-Mail (und anschließend auf dem Postweg bestätigt) übermittelt werden und welche zusammen eine ordnungsgemäße Entscheidung belegen.

Art. 15. Das Protokoll jeder Verwaltungsratssitzung ist durch den Vorsitzenden zu unterzeichnen, oder, in seiner Abwesenheit durch den Vorsitzenden pro tempore, der bei der Sitzung den Vorsitz geführt hat.

Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die für Rechtsverfahren oder andere Zwecke benötigt werden, sind vom Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern zu unterzeichnen.

Art. 16. Der Verwaltungsrat ist mit weitreichendsten Kompetenzen ausgestattet, sämtliche Verwaltungshandlungen und Verfügungen im Gesellschaftsinteresse auszuführen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch Gesetz oder durch diese Satzung der Generalversammlung der Gesellschaft vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

Der Verwaltungsrat ist insbesondere befugt, die Gesellschaftspolitik sowie die Richtung der Unternehmensführung und der geschäftlichen Aufgaben der Gesellschaft zu bestimmen.

Art. 17. Kein Vertrag oder sonstige Transaktionen zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer der Gesellschaft in einer anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer, Angestellter oder sonst wie persönlich an einer solchen Gesellschaft beteiligt ist oder sind.

Jedes Verwaltungsratsmitglied oder Geschäftsführer der Gesellschaft, das als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Geschäftsführer oder Angestellter einer anderen Gesellschaft dient, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonst wie Geschäfte tätigt, ist nicht, infolge einer solchen Verbindung mit der anderen Gesellschaft, verhindert, für die Gesellschaft tätig zu sein und über deren Rechtsgeschäfte zu entscheiden.

Falls ein Verwaltungsratsmitglied oder ein Geschäftsführer der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse dem Verwaltungsrat zur Kenntnis bringen und darf sich nicht mit solchen Geschäften befassen oder darüber abstimmen. Solche Rechtsgeschäfte und Interessen eines Verwaltungsratsmitglieds oder Geschäftsführers sind bei der nächsten Generalversammlung der Gesellschaft offenzulegen. Der hier verwendete Ausdruck "persönliches Interesse" umfasst nicht jenes Interesse, das nur deshalb entsteht, weil das Rechtsgeschäft die Falcon Private Bank Ltd, Zürich / Schweiz oder ein mit dieser mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen oder ein anderes vom Verwaltungsrat bestimmtes Unternehmen betrifft.

Art. 18. Die Gesellschaft wird jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Geschäftsführer oder deren Erben, Testamentsvollstrecker oder Verwalter von allen vernünftigerweise aufgewandten Kosten im Zusammenhang mit irgendeinem Rechtsstreit / Klage oder gerichtlichen Verfahren freistellen, in das er als Partei, in Folge seiner Eigenschaft als aktives oder ehemaliges Verwaltungsratsmitglied oder als Geschäftsführer der Gesellschaft verwickelt wurde. Ausgenommen sind solche Vorkommnisse, für welche er rechtskräftig aufgrund einer Klage oder einem Rechtsverfahren wegen Fahrlässigkeit oder mangelhafte Geschäftsführung verurteilt wird. Im Falle eines Vergleichs wird Schadensersatz nur im Zusammenhang mit solchen Angelegenheiten geleistet, die durch den Vergleich gedeckt sind und hinsichtlich welcher die Gesellschaft von ihren Rechtsanwältinnen eine Bestätigung erhält, dass die haftungspflichtige Person keine Pflichtverletzung trifft.

Die vorstehenden Rechte auf Freistellung schliessen andere Rechte nicht aus, auf die solche Personen einen berechtigten Anspruch haben.

Art. 19. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber wirksam gebunden entweder durch die gemeinschaftliche Zeichnung zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die gemeinschaftliche Zeichnung eines Verwaltungsratsmitglieds und einer anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Person, oder auf andere Art und Weise wie im Einzelfall durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt.

IV. Wirtschaftsprüfer und Jahresbericht

Art. 20. Die Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich insbesondere ihre Buchhaltung und die Erstellung von Steuererklärungen oder anderer durch die Gesetze Luxemburgs geforderten Berichte, sollen durch einen unabhängigen und externen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") überwacht werden, welcher durch die Generalversammlung

der Gesellschaft für einen Zeitraum von einem Jahr bestellt wird und verantwortlich bleibt, bis er wiedergewählt oder durch seinen Nachfolger ersetzt wird. Der Wirtschaftsprüfer kann ohne Begrenzung erneut bestellt werden, jedoch nur bei Vorliegen eines wichtigen Grundes abberufen werden. Der Wirtschaftsprüfer wird durch die Gesellschaft vergütet.

Der Wirtschaftsprüfer soll alle Aufgaben erfüllen, die ihm durch das Gesetz von 2002 auferlegt wurden.

Art. 21. Der Jahresbericht besteht aus der Gewinn- und Verlustrechnung, der Bilanz und den Anhängen. Er ist gemäß Luxemburg GAAP in Schweizer Franken zu erstellen.

Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Es ist gesetzlich vorgeschrieben, fünf Prozent des Jahresnettogewinns als Rücklage zu bilden.

Auf diese Rücklage kann verzichtet werden, sobald diese gesetzliche Reserve zehn Prozent des ausgegebenen Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 der Satzung erreicht, wobei dieser Betrag von Zeit zu Zeit, wie gemäß Artikel 7 vorgesehen, erhöht oder herabgesetzt werden kann.

Die Generalversammlung der Gesellschaft kann, auf Empfehlung des Verwaltungsrates, festlegen, wie der verbleibende Jahresnettogewinn verwendet wird und kann von Zeit zu Zeit die Ausgabe von Berichtigungsaktien oder Bardividenden beschließen.

Sämtliche Aktien der Gesellschaft, die durch diese gehalten werden, sind von der Ausschüttung von Dividenden oder der Beteiligung am Nettoliquidationserlös ausgenommen.

Der Verwaltungsrat kann, im Rahmen der Bestimmungen der Luxemburger Gesetze und mit Zustimmung des Wirtschaftsprüfers ("réviseur d'entreprises agréé"), Zwischenausschüttungen beschließen und vornehmen.

V. Auflösung und Liquidation

Art. 23. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft, wird das sich anschließende Liquidationsverfahren durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können) ausgeführt. Die Liquidatoren, deren Befugnisse und deren Vergütung werden durch die Generalversammlung der Gesellschaft bestimmt.

VI. Schlussbestimmungen

Art. 24. Diese Satzung kann durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschaft unter Einhaltung des durch die Luxemburger Gesetze vorgegebenen Quorums und der Abstimmungserfordernisse, geändert werden.

Art. 25. Im Falle der Liquidation der Gesellschaft wird der Teil des Liquidationserlöses, der von den von der Liquidation betroffenen Aktionären bei Ende des Liquidationsverfahrens nicht eingefordert wurde bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Art. 26. Für sämtliche Aspekte, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 sowie des Gesetzes von 2002.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Generalversammlung geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass das vorliegende Protokoll auf Anfrage der Erschienenen in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst worden ist. Ebenfalls auf Anfrage der Erschienenen wird im Fall eines Auseinanderfallens des englischen und des deutschen Textes des vorliegenden Protokolls, der englische Text vorgehen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, an dem eingangs erwähnten Tag angefertigt.

Nach Verlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen - dem Notar den Namen, Vornamen, sowie Stand und Wohnsitz nach bekannt - haben dieselbigen mit dem Notar gemeinsam die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. D'ANTERROCHES, M. BARTNIK, J. BLUNCK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 novembre 2009. Relation: LAC/2009/51018. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 14. Dezember 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2010002136/600.

(090199331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2009.

Dexia Total Return, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion a été déposé au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour Dexia Asset Management Luxembourg SA, Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2010002410/9.

(100000015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2010.

**Aduno Fund, Fonds Commun de Placement,
(anc. Chamäleon Fund).**

Die Axxion S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen CHAMÄLEON FUND; der den Bestimmungen des Teils des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, als dessen Depotbank beschlossen, das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds zum 15. Dezember 2009 zu ändern und den Fonds in ADUNO FUND umzubenennen.

Das Allgemeine Verwaltungsreglement wurde am Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 15. Dezember 2009.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2010003374/17.

(100000784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2010.

**Aduno Fund, Fonds Commun de Placement,
(anc. Chamäleon Fund).**

Die Axxion S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft des Organismus für gemeinsame Anlagen CHAMÄLEON FUND; der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, als dessen Depotbank beschlossen, das Sonderreglement des Teilfonds zum 15. Dezember 2009 zu ändern und den Fonds in ADUNO FUND - GLOBAL INVEST umzubenennen.

Das Sonderreglement wurde am Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, 15. Dezember Juli 2009.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2010003375/17.

(100000783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2010.

TPH Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 9.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 122.040.

Le bilan au 31/03/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TPH Services S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009159337/13.

(090192907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

CarVal Investors GVF Luxembourg Twenty S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 132.067.

Les comptes annuels au 31.05.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CarVal Investors GVF Luxembourg Twenty S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009159336/11.

(090192923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Xtreme (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 121.024.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Xtreme (Luxembourg)

United International Management S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009159338/12.

(090193025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

BF Immobilier Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8226 Mamer, 2, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 88.398.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159339/10.

(090193013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Promotion Wall Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8226 Mamer, 2, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 37.848.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159340/10.

(090193010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Etablissement Jean-Claude WEBER s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8366 Hagen, 12, Cité Braun.

R.C.S. Luxembourg B 42.811.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159344/10.

(090192998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Reifen International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1326 Luxembourg, 21, rue Auguste Charles.

R.C.S. Luxembourg B 76.308.

—

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2009.

Signature

Le conseil d'administration

Référence de publication: 2009159312/12.

(090193292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Joystar Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 149.921.

—

STATUTES

In the year two thousand nine,
on the eighth day of December.

Before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared the following:

"Flystar Corporation Limited", a company incorporated under the laws of Hong Kong, having its registered office at Unit 801, Unit 8/F Bonham Trade Centre, 50 Bonham Strand, Hong Kong, registered with the Company Register in Hong Kong, under number 1393196,

here represented by:

Mr Brendan Desmond KLAPP, employee, with professional address in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 08 December 2009.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, acting in the above stated capacities, has requested the above notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company ("société à responsabilité limitée") which the prenamed party hereby declares to form among himself as follows:

Art. 1. Form. There is established by the single shareholder a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or similar debt instruments.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. Name. The name of the Company is "Joystar Investments S.à r.l."

Art. 4. Duration. The duration of the Company is unlimited.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 5. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the shareholders' meeting.

The management may also establish branches and subsidiaries, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. Capital. The issued capital of the Company is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) divided into twenty thousand (20,000) shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, all of which are fully paid up.

Art. 7. Amendment of the capital. The capital may at any time be amended by a decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 8. Rights and duties attached to the shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of partners.

If the Company is composed of a single partner, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of incorporation to all the partners.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners.

The creditors or successors of the single partner or of any of the partners may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single partner or the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 9. Indivisibility of shares. Each share is indivisible insofar as the Company is concerned.

Co-owners must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

Art. 10. Transfer of shares. If the Company is composed of one single partner, said single partner may transfer freely its shares.

If the Company is composed of several partners, the shares may be transferred freely amongst partners.

In this same scenario, the shares may only be transferred amongst living persons to non-partners with the authorisation of the general meeting of partners representing at least three quarters of the capital.

Art. 11. Formalities. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with Article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a partner. The incapacity, bankruptcy or insolvency or any other similar event affecting the single partner or any of the partners does not put the Company into liquidation.

Art. 13. Managers. The Company is managed and administered by one or several managers, whether partners or not.

Each manager is appointed for a limited or unlimited duration by the single partner or by the general meeting of the partners.

While appointing the manager(s), the single partner or the general meeting of the partners sets their number, the duration of their tenure and, as the case may be, the powers and competence of the managers.

The single partner or, as the case may be, the general meeting of the partners may decide to remove a manager, with or without cause. Each manager may as well resign. The single partner or the partners decide upon the compensation of each manager.

Art. 14. Powers of the managers. The manager(s) have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation, provided that it falls within the object of the Company. They have the social signature and are empowered to represent the Company in court either as plaintiff or defendant.

The Manager(s) may delegate special power or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by the Manager(s).

Art. 15. Events affecting the managers. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 16. Liability of the managers. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 17. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the manager or in case of plurality of managers, by the joint signature of any two (2) managers or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board of managers, but only within the limits of such power.

Art. 18. General meetings of partners. If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of partners.

Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

If the Company is composed of several partners, the decisions of the partners are taken in a general meeting of partners or by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the associates by registered mail.

In this latter case, the associates are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Art. 19. Decisions. The decisions of the single partner or of the general meeting of partners, as the case may be, are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The documents evidencing the votes cast in writing as well as the proxies are attached to the minutes.

Art. 20. Financial year. The financial year begins on the first day of January of each year and ends on the thirty-first day of December the same year.

Art. 21. Balance-sheet. Each year, on the thirty-first day of December, a general inventory of the assets and liabilities of the Company and a balance-sheet summarizing this inventory will be drawn up. Each partner or his attorney-in-fact carrying a written proxy may obtain at the registered office communication of the said inventory and balance-sheet.

Art. 22. Allocation of profits. The credit balance of the Company stated in the annual inventory, after deduction of overhead, depreciation and provisions represents the net profit of the financial year.

Five percent of the net profit is deducted and allocated to the legal reserve fund; this allocation will no longer be mandatory when the reserve amounts to ten percent of the capital.

The remaining profit is allocated by decision of the single partner or pursuant to a resolution of the general meeting of partners, as the case may be.

Art. 23. Dissolution, liquidation. In case of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried on by one or several liquidators who may, but need not be partners, appointed by the single partner or the general meeting of partners, who shall determine their powers and their compensation.

Art. 24. Matters not provided. All matters not specifically governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10th August, 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital (USD)	Number of shares	amount paid-in (USD)
"Flystar Corporation Limited", prenamed;	20,000.-	20,000	20,000.-
Total:	20,000.-	20,000	20,000.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on 31 December 2010.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately thousand euro.

Resolutions of the sole shareholder

First resolution

The sole shareholder resolved to set at three (3) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Manager for an unlimited duration, with the powers set forth in article FOURTEEN (14) of the articles of incorporation of the Company:

- a) Mr Brian McMAHON, employee, born in Dublin, Ireland on 4th November 1968, with professional address at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;
- b) Mr Andreas DEMMEL, employee, born in Munich, Germany on 11th April 1969, with professional address at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

c) Mr Robert QUINN, employee, born in Stockton on Tees, United Kingdom on 8th May 1978 with professional address at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg 3.-

The following has been appointed as an independent auditor

"KPMG" a "société à responsabilité limitée" with registered office at 9,

Allée Scheffer, L-2025 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B number 103 065).

Second resolution

The registered office shall be at 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Whereof the present deed was drawn up in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg, in the offices of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same proxy holder and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf,

le huit décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

"Flystar Corporation Limited", une société constituée et existant sous les lois de Hong Kong, établie et ayant son siège social à Unit 801, Unit 8/F Bonham Trade Centre, 50 Bonham Strand, Hong Kong, immatriculée au Registre des Sociétés à Hong Kong sous le numéro 1393196,

ici représentée par:

Monsieur Brendan Desmond KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée le 08 décembre 2009.

Laquelle procuration, signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée que la partie prémentionnée déclare constituer entre elle:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé par l'associé unique une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du Code Civil, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. Elle peut cependant, à toute époque, comporter plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés, par suite notamment, de cession de parts sociales ou d'émission de parts sociales nouvelles.

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, y compris notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit.

La Société peut employer ses fonds en investissant dans l'immobilier ou les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires.

D'une manière générale, elle peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles ou financières qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de "Joystar Investments S.à r.l."

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La gérance peut pareillement établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à vingt mille US Dollars (USD 20,000.-) divisé en vingt mille (20,000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1.-) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié, moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachées aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Dans ce même scénario, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Les gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés.

Le ou les gérants sont nommés avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation d'un gérant, sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer les motifs. Chaque gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décideront de la rémunération de chaque gérant.

Art. 14. Pouvoirs des gérants. Le(s) Gérant(s) a(ont) les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Il(s) a(ont) la signature sociale et le pouvoir de représenter la Société en justice soit en demandant soit en défendant.

Le(s) Gérant(s) peu(ven)t déléguer des pouvoirs spécifiques ou des procurations ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents choisis par le(s) Gérant(s).

Art. 15. Événements atteignant les gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 16. Responsabilité des gérants. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 17. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants par la signature conjointe de deux (2) gérants ou par la signature conjointe ou la signature

individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par la gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 18. Assemblée générale des associés. Lorsque la société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ces cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale des associés ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 19. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas, seront établies par écrit et consignée dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés, ainsi que les procurations seront annexées aux décisions écrites.

Art. 20. Année sociale. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 21. Bilan. Chaque année, le trente et un décembre, il sera dressé un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 22. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

Art. 23. Dissolution, liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 24. Disposition générale. Toutes les matières qui seraient pas régies par les présents statuts seraient régies conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en espèces les montants ci après énoncés:

Associé	Capital souscrit (USD)	Nombre de parts sociales	Libération (USD)
"Flystar Corporation Limited", prénommée;	20,000.-	20,000	20,000.-
Total:	20,000.-	20,000	20,000.-

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2010.

Evaluations des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à mille euros.

Résolutions de l'associé unique

Première résolution

L'associé unique décide de fixer à TROIS (3) le nombre de Gérants et de nommer la personne suivante en tant que Gérant unique pour une période indéterminée, avec les pouvoirs prévus à l'article QUATORZE (14) des statuts de la Société:

a) Monsieur Brian McMAHON, employé privé, né à Dublin, Irlande le 4 Novembre 1968, avec adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;

b) Monsieur Andreas DEMMEL, employé privé, né à Munich, Allemagne, le 11 Avril 1969, avec adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

c) Monsieur Robert QUINN, employé privé, né à Stockton on Tees, Grande-Bretagne, le 8 Mai 1978 avec adresse professionnelle au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

"KPMG", une société à responsabilité limitée, avec siège social au 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg, section B numéro 103 065) a été nommée comme commissaire aux comptes.

Deuxième résolution

Le siège social est fixé au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg

Dont acte fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des comparants connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. D. KLAPP, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 9 décembre 2009. Relation: EAC/2009/15134. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009158932/324.

(090192635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Safetyconcept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4461 Belvaux, 45, rue de Hussigny.

R.C.S. Luxembourg B 102.672.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159349/10.

(090193322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Shell Luxembourgeoise, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 7, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 7.479.

Le bilan consolidé au 31.12.2008 de ROYAL DUTCH SHELL plc: 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009159348/10.

(090193216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Thunderbird L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 117.774.

Il est à noter que Monsieur Ian Whitecourt a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 27 mars 2009.

En conséquence de ce qui précède, Monsieur Martin Eckel est désormais gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thunderbird L S.à r.l.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2009159351/15.

(090193374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

RCF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4461 Belvaux, 45, rue de Hussigny.

R.C.S. Luxembourg B 141.361.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159350/10.

(090193319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Alpha OPK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.064.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009159319/10.

(090193254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Iron Mountain BPM International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 149.917.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the eighth of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"Iron Mountain Luxembourg S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 5 Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of commerce and companies under number B 128.498,

represented by Ms Barbara Ruckert, employee, professionally residing at 5 Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said power of attorney, signed *ne varietur* by the person designated to represent the person appearing and by the undersigned notary, will remain attached to this notarial deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the Articles of Association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby formed:

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Objects, Duration.

Art. 1. Form, Corporate Name. There hereby exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Iron Mountain BPM International" (hereafter the "Company"), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Act"), as well as by these Articles of Association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg. The director or, in case of plurality of directors, the board of directors is authorised to transfer the registered office of the Company at another address within the city of Luxembourg

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether for military, political, economic or social reasons which would prevent the normal performance of the activities of the Company at its registered office, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the director or, in case of plurality of directors, by the board of directors.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate Objects. The objects of the Company are to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other companies or organisations, present or future, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad. The Company may also, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, enter into the following transactions:

- to perform for itself or for account of third parties all transactions relating to real property, and all financial or portfolio management transactions;
- to establish companies or organisations, to acquire holdings in them, by contributions, transfers, merger or by any other form whatsoever;
- to proceed with or to participate in any financing, consignment, lending, pledging, guarantee or deposit transactions, for itself or for the account of third parties, including companies of the group to which it belongs;
- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to perform studies and to provide technical, legal, accounting, financial, commercial and administrative or directorial assistance services, for the account of the companies or organisations in which it directly or indirectly has a holding, or for account of third parties.

More generally, within the limits of its objects, the Company may perform all commercial or financial transactions, as well as all transactions relating to real or personal property,

It is understood, however, that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity in the financial sector.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares.

Art. 5. Corporate Capital. The share capital is set at six hundred thousand Euro (EUR 600,000.-) represented by six thousand (6,000) shares without par value.

In addition to the issued corporate capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its value is transferred.

The amount in the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Capital Amendment. The share capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Distribution Right of Shares. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares issued.

Art. 8. Share Indivisibility. Towards the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Shares. In case of a single shareholder, the Company's shares are freely transferable to non-shareholders.

In the case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorised by the general meeting of shareholders as provided under Section 189 of the Act. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders. The transfer of shares mortis causa to third parties must be approved by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 10. Redemption of Shares. The Company shall have power, subject to due observance of the provisions of the Act, to acquire shares in its own capital.

Chapter III. - Management.

Art. 11. Management. The Company is managed by one or more directors. In case of plurality of directors, they constitute a board of directors. The directors need not be shareholders. The directors are appointed by the general meeting of shareholders. The directors may be recalled at any time and ad nutum (without having to state any reason) by a resolution of the general meeting of shareholders holding a majority of votes.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by facsimile or by e-mail or by any other suitable means, another director as his proxy.

Any and all directors may participate in any meeting of the board of directors by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

Written resolutions of the board of directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the board of directors. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by mail, fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings, physically held.

Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex, or telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

Art. 12. Powers of the Directors. The director or, in the case of plurality of directors, the board of directors shall have all powers to manage the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article have been complied with.

All powers not expressly reserved by the law or by these Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the director or, in case of plurality of directors, of the board of directors. The board of directors, may, in particular, enter into investment adviser agreements and administration agreements.

Art. 13. Representation of the Company. The Company shall be represented by its director or, in case of plurality of directors, by two directors acting jointly, or by any other person acting within the limits of the powers delegated to him or her.

Art. 14. Sub-Delegation and Agent of the Director. The director or, in case of plurality of directors, the board of directors may delegate their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The director, or in case of plurality of directors, the board of directors will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 15. Remuneration of the Manager. The powers and remunerations of any director possibly appointed at a later date in addition to or in the place of any of the first directors will be determined in the act of nomination.

Art. 16. Liabilities of the Manager. The director or the directors (as the case may be) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Act.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 17. Powers of the General Meeting of Shareholder(s). The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his share holding.

A shareholder may procure his representation at any general meeting of shareholders by a proxy given to a proxy holder who need not be a shareholder, (or, if the shareholder is a legal entity, to its legal representative or representatives) provided that the proxy is given in writing which may be transmitted by facsimile, e-mail, telegram, telex or any other mean of written communication.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority in number of the shareholders representing at least three-quarters of the Company's share capital, subject to the provisions of the Act.

Resolutions of shareholders can, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be served an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall sign the resolution (s). Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of general meetings shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of shareholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the shareholders, provided that the total number of shareholders of the Company does in such event not exceed twenty-five (25).

Chapter V. - Business year - Balance sheet.

Art. 18. Business Year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on 31st December of each year.

At the end of each financial year, the Company's financial statements are established and the director or, in case of plurality of directors, the board of directors prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, a balance sheet and profit or loss accounts.

Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, balance sheet and profit or loss accounts at the Company's registered office.

Art. 19. Allocation and Distribution of the Profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profits. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) in proportion to his/their share holding in the Company.

Chapter VI. - Dissolution - Liquidation.

Art. 20. Causes of Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendment to the Articles.

Art. 21. Liquidation. Upon the dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation assuming personally the payment of all its assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Chapter VII. - Applicable law.

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Interim provisions

The first financial year shall begin on the date of this deed and shall terminate on 31st December 2010.

Subscription - Payment

All of the six thousand (6,000) shares representing the entire share capital of the Company have been entirely subscribed by Iron Mountain Luxembourg S.a r.l., prequalified, and are fully paid up in cash with a share premium of six hundred and sixty seven Euros (EUR 667.-) per share.

Therefore the amount of four million six hundred and two thousand Euros (EUR 4,602,000.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

The total contribution, in the total aggregate amount of four million six hundred and two thousand Euros (EUR 4,602,000.-), will be allocated as follows:

(i) an amount of six hundred thousand Euros (EUR 600,000.-) will be allocated to the subscribed share capital of the Company and,

(ii) an amount of four million two thousand Euros (EUR 4,002,000.-) will be allocated to the share premium account.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed share capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

(1) Are appointed as directors for an undetermined period:

- Mr Marc Andre Alfred Duale, director of companies, of French nationality, born on 10 September 1952 in Alger (Algeria), residing at Unit G, Level 11, Tower 6, Sorrento, 1 Austin Road West, TST, Kowloon, Hong Kong;

- Mr Roderick Day, director of companies, of British nationality, born on 14 April 1964 in London, residing at 47 Melrose Road, Southfields, SW18 1LX London, United Kingdom;

- Mrs Anne Elizabeth Mary Best, director of companies, of British nationality, born on 8 February 1961 in Croydon, residing at 1 Laburnam Villas, Pennypot Lane, Chobham, GU24 8DJ Surrey, United Kingdom;

- Mr Philippe Salpetier, director of companies, of Belgian nationality, born on 19 August 1970 in Libramont (Belgium), residing professionally at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(2) The Company shall have its registered office at 5 Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company or shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about four thousand five hundred Euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le huit décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

"Iron Mountain Luxembourg S.à. r.l.", une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 128.498,

représentée par Madame Barbara Ruckert, employée privée, demeurant professionnellement au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée que les comparants déclarent organiser entre eux, dont elle a arrêté les statuts comme suit:

STATUTS

Titre I^{er} . - **Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée.**

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Par la présente, il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Iron Mountain BPM International" (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la ville de Luxembourg.

Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gestion.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes sociétés ou tous organismes existant ou à créer au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger. La Société peut également, tant au Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger, effectuer les opérations suivantes:

- effectuer, tant pour elle-même que pour compte de tiers, toutes opérations immobilières, financière ou de gestion de portefeuille;
- créer toutes sociétés ou entreprises, y prendre des participations, par voie d'apport, de transfert, de fusion ou sous quelque forme que ce soit;
- procéder ou participer à toute opération de financement, de consignation, de prêt, de nantissement, de garantie ou de dépôt, tant pour elle-même que pour le compte de tiers, en ce compris les sociétés du groupe auquel elle appartient;
- conclure des emprunts sous quelque forme que ce soit ou obtenir toutes formes de crédit;
- effectuer toutes études et fournir tous services d'assistance technique, juridique, comptable, financière, commerciale, administrative ou de gestion, pour le compte des sociétés ou entreprises dans lesquels elle détient directement ou indirectement une participation, ou pour compte de tiers.

Plus généralement, dans les limites de son objet social, la société peut réaliser toutes opérations commerciales ou financières, mobilières ou immobilières.

Il est entendu que la société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans une activité pouvant être considérée comme étant une activité réglementée du secteur financier.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - **Capital, Parts.**

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à six cent mille Euros (EUR 600.000,-), représentés par six mille (6.000) parts sociales sans mention de valeur nominale.

En plus du capital social émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de leur valeur comptable. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des actions que la société rachète à son (ses) associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à son (ses) associé(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Modification du Capital. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou par une décision de l'assemblée générale des associés délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 7. Droit de Distribution des Parts. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 8. Indivisibilité des Parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles et un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des parts. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales sont librement transmissibles à des non-détenteurs de parts sociales.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, le transfert inter vivos de parts sociales à des tiers est soumis à l'autorisation de l'assemblée générale des associés tel que prescrit par l'article 189 de la Loi. Une telle autorisation n'est pas requise lors d'un transfert de parts sociales entre associés. Le transfert mortis causa de parts sociales à des tiers doit être accepté par des associés représentant trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 10. Rachat des parts sociales. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Titre III. - Gérance.

Art. 11. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. En cas de pluralité de gérants, ils constituent un conseil de gestion. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment et ad nutum (sans devoir en donner la raison), par une résolution des associés adoptée à la majorité des voix exprimées.

Tout gérant peut participer à toute réunion du conseil de gestion en désignant, par écrit ou par télécopie ou par courriel ou par tout autre moyen approprié un autre gérant comme son mandataire.

Tout gérant ou tous les gérants peuvent prendre part à toute réunion du conseil de gestion par conférence téléphonique, téléconférence ou tous moyens de communication similaires, grâce auxquels toutes les personnes prenant part à la réunion peuvent s'entendre et être entendues. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à être présent en personne à une telle réunion.

Des résolutions écrites du conseil de gestion peuvent être prises valablement si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les membres du conseil de gestion. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par télécopie, courriel, télégramme ou télex. Les décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du conseil de gestion tenue en personne.

Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que télécopie, courriel, télégramme, ou par téléphone, étant entendu que, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Art. 12. Pouvoirs du Gérant. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion ont tous les pouvoirs pour gérer la Société et pour effectuer et approuver tout acte et opération conformément à l'objet social, pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les statuts seront de la compétence du gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gestion. Le conseil de gestion peut, en particulier, conclure des contrats de conseil en investissement et des contrats d'administration.

Art. 13. Représentation de la Société. La société sera représentée par son gérant, ou en cas de pluralité de gérants, par deux gérants agissant conjointement, ou par toute personne agissant dans les limites des pouvoirs qui lui ont été délégués.

Art. 14. Subdélégation et Agent du Gérant. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion, peut déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 15. Rémunération du Gérant. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en plus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 16. Responsabilités du Gérant. Le gérant ou les gérants (selon les circonstances) ne contractent à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société, à condition qu'un tel engagement soit en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la loi.

Titre IV. - Assemblée générale des associés.

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale de l'Associé (des Associés). L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnellement au nombre de parts qu'il détient.

Un associé est autorisé à se faire représenter à toute assemblée des associés par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé (ou, si l'associé est une personne morale, par son ou ses représentant(s)), pour autant que ce dernier ait été nommé à cet égard en vertu d'une procuration écrite, qui peut être transmise par télécopie, par courriel, télégramme, télex ou tout autre moyen de communication écrite.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions relatives à la modification des Statuts ou à la dissolution et à la liquidation de la Société, ne peuvent être adoptées que par la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux dispositions de la loi.

Pour autant que le nombre total d'associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être prises par écrit par tout les associés, au lieu d'être prises lors de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas, un projet explicite des résolutions à adopter est remis à chaque associé, qui signera la/les résolution(s). Ces résolutions prises par écrit à une ou plusieurs reprises au lieu d'être prises lors des assemblées générales, auront le même effet que des résolutions prises lors d'une assemblée générale des associés.

Toute référence dans ces Statuts à des résolutions de l'assemblée générale des associés est considérée comme incluant la possibilité des résolutions des associés prises par écrit, à condition dans ce cas que le nombre total des associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25).

Titre V. - Exercice social - Comptes annuels

Art. 18. Exercice Social. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gestion, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, un bilan et les compte de résultats.

Tout associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, de l'inventaire mentionné ci-dessus, du bilan et du compte de résultats au siège social.

Art. 19. Réserve Légale et Distribution du Bénéfice. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve statutaire, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Titre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Causes de Dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, ou de faillite de son associé unique ou de l'un des associés. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des associés délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 21. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le/les associé(s) qui détermineront/déterminera leurs/ses pouvoir(s) et rémunération(s).

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation, en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Titre VII. - Loi applicable

Art. 22. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents statuts, il est fait référence à la loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence ce jour et se termine le 31 décembre 2010.

Souscription - Libération

Les six mille (6.000) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont été souscrites par "Iron Mountain Luxembourg S.à r.l.", préqualifiée, et sont intégralement libérées par des versements en numéraire, assorties d'une prime d'émission de six cent soixante sept Euros (667,- EUR) par action.

Dès lors, la somme de quatre millions six cent deux mille Euros (4.602.000,- EUR) se trouve dès à présent à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été dûment justifié devant le notaire instrumentant.

L'apport total d'un montant global de quatre millions six cent deux mille Euros (4.602.000,- EUR) sera alloué comme suit:

- (i) la somme de six cent mille Euros (600.000,- EUR) au capital social souscrit de la Société, et
- (ii) un montant de quatre millions deux mille Euros (EUR 4.002.000,-) au compte de prime d'émission de la Société.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le seul associé, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a adopté les résolutions suivantes:

(1) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

- Monsieur Marc André Alfred Duale, administrateur de sociétés, de nationalité française, né le 10 septembre 1952 à Alger (Algérie), résidant Bâtiment G, Etage 11, Tour 6, Sorrento, 1 Austin Road West, TST, Kowloon, Hong Kong;

- Monsieur Roderick Day, administrateur de sociétés, de nationalité anglaise, né le 14 avril 1964 à Londres, résidant au 47 Melrose Road, Southfields, SW18 1LX Londres, Royaume-Uni;

- Madame Anne Elizabeth Mary Best, administrateur de sociétés, de nationalité anglaise, née le 8 février 1961 à Croydon, résidant au 1 Laburnam Villas, Pennypot Lane, Chobham, GU24 8DJ Surrey, Royaume-Uni;

- Monsieur Philippe Salpetier, administrateur de sociétés, de nationalité belge, né le 19 août 1970 à Libramont (Belgique), résidant professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Le siège social de la Société est établi au 5 Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépens, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ quatre mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. RUCKERT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 9 décembre 2009. Relation: EAC/2009/15131. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2009158934/388.

(090192547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Brige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 76.734.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue en date du 11 décembre 2009 que:

- La démission de la FIDUCIAIRE MARC MULLER S.à r.l. avec son siège social sis 3A, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg a été acceptée.

- M. Stefan LORETZ, né le 27 mars 1980 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 3A, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg a été nommé aux fonctions de Commissaire aux Comptes.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2009.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010000172/21.

(090193020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Cabinet de gestion immobilière GREKA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4170 Esch-sur-Alzette, 1, boulevard J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.345.

L'an deux mille neuf, le vingt novembre.

Par-devant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

A COMPARU:

Madame Patricia GREISCH, employée privée, née à Luxembourg, le 18 novembre 1977 (Matricule 1977 1118 049), demeurant à L-3348 Leudelange, 2, rue des Champs.

Laquelle comparante déclare qu'elle est la seule et unique associée de la société à responsabilité limitée CABINET DE GESTION IMMOBILIERE GREKA S.à r.l. avec siège social à L-3353 Leudelange, 25, rue d'Esch,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 novembre 2004, publié au Mémorial C n ° 129 en date du 11 février 2005, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 5 décembre 2006, publié au Mémorial C n ° 133 du 7 février 2007.

Laquelle associée s'est réunie en assemblée générale extraordinaire, à laquelle elle se reconnaît dûment convoquée et dont elle déclare avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable, et elle prend les résolutions suivantes:

- 1.- L'assemblée générale décide de transférer le siège social à Esch/Alzette.
- 2.- Suite à la résolution qui précède le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social est établi à Esch/Alzette (...)."

- 3.- L'assemblée générale décide de fixer l'adresse du siège social au L-4170 Esch/Alzette, 1, boulevard J.-F. Kennedy. Plus rien ne restant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais et charges en rapport avec le présent acte resteront à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom, état ou demeure, elle a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Greisch, Schuman.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins d'ordre administratif.

Differdange, le 7 décembre 2009.

Robert SCHUMAN.

Référence de publication: 2010000087/32.

(090193382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

AAE Wagon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 76.452.

1. Mark Stevenson, gérant, a changé d'adresse professionnelle et se trouve à présent au 4 Neuhofstrasse, 6340 Baar, Suisse.

2. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 18 septembre 2009, les associés ont pris les décisions suivantes:

- renouvellement du mandat des gérants suivants:

* Hans-Rudolph Staiger, avec adresse professionnelle au 24 Genferstrasse, 8027 Zürich, Suisse

* Mark Stevenson, gérant, avec adresse professionnelle au 4 Neuhofstrasse, 6340 Baar, Suisse

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2009 et qui se tiendra en 2010.

- Renouvellement du mandat de KPMG AUDIT, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg en tant que réviseur d'entreprise, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2009 et qui se tiendra en 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2009.

pp: Signature.

Référence de publication: 2010000192/22.

(090192696) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Involvex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 142.420.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 6 novembre 2009 à 11.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler les mandats de Monsieur Joseph WINANDY, administrateur et Président, de Monsieur Koen LOZIE, administrateur et de FIDUCIAIRE HRT, Commissaire aux Comptes.

- L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer COSAFIN SA, représentée par Monsieur Jacques BORDET (demeurant 10 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg) et ayant son siège social 23 Avenue de la Porte Neuve L-2227 Luxembourg Administrateur, en remplacement de Monsieur Jean QUINTUS.

- Les mandats des Administrateurs et Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31/12/2009.

Pour copie conforme

Signature

Le Président de l'Assemblée

Référence de publication: 2010000216/18.

(090192966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Ludovica Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 95.146.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 15 octobre 2009 à 11.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente Assemblée.

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats de M. Joseph WINANDY et COSAFIN S.A., 23, Avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg, représentée par M. Jacques BORDET, 10, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Administrateurs ainsi que de Monsieur Pierre SCHILL, Commissaire aux Comptes.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer au poste d'Administrateur M. Koen LOZIE, 18, rue des sacrifiés, L-8356 Garnich, comme nouvel Administrateur en remplacement de M. Jean QUINTUS.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 30.06.2010.

Pour copie certifiée conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010000217/19.

(090192837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Finloc Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 98.973.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 18 juin 2009 à 10.00 heures

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Messieurs Jean QUINTUS et Koen LOZIE, et de COSAFIN S.A. représentée par Monsieur Jacques Bordet 10 Boulevard Royal Luxembourg et le mandat de commissaire aux comptes de FIDUCIAIRE HRT.

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes arrêtés au 31.12.2009.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010000215/16.

(090192967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

GT-Sat International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7257 Helmsange, 16, Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 104.210.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GT-SAT INTERNATIONAL S.A.R.L.

16, rue Millewée, L-7257 Helmsange

Walferdange, Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009159321/13.

(090193396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Dalsland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 149.945.

STATUTS

L'an deux mille neuf.

Le vingt-trois novembre.

Par devant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1. Mademoiselle Eugénie LEJEUNE, demeurant au 3, rampe de Colony, CH-1223 Colony, ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant à Differdange, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée annexée au présent acte;

2. Monsieur Norbert SCHMITZ, licencié en sciences commerciales et consulaires, avec adresse professionnelle à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prénommée, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée annexée au présent acte.

Lesquels comparants, représentés comme il est dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de:

DALSLAND S.A.

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Si des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se produisaient ou seraient imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 4. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement. La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social est fixé à DEUX CENT MILLE EUROS (€ 200.000,-), représenté par DEUX MILLE (2.000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100,-), chacune disposant d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

En cas de démembrement de la propriété des actions, l'exercice de l'ensemble des droits sociaux, et en particulier le droit de vote aux assemblées générales, est réservé aux actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de la nue-propiété des actions; l'exercice des droits patrimoniaux, tels que ces derniers sont déterminés par le droit commun, est réservé aux actionnaires détenteurs de la nue-propiété des actions à l'exclusion des actionnaires détenteurs de l'usufruit des actions.

Le capital autorisé est fixé à DEUX MILLIONS D'EUROS (€ 2.000.000,-) représenté par VINGT MILLE (20.000) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (€ 100,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires, au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq (5) ans à partir de la date de publication du présent acte, autorisé à augmenter en temps qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Ces augmentations du capital peuvent être réalisées moyennant apport en espèces ou en nature ainsi que par incorporation de réserves.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription aux actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi. En cas de vente de l'usufruit ou de la nue-propiété, la valeur de l'usufruit ou de la nue-propiété sera déterminée par la valeur de la pleine propriété des actions et par les valeurs respectives de l'usufruit et de la nue-propiété conformément aux tables de mortalité en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire. Les administrateurs ou l'administrateur unique seront nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux administrateurs, la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil ou en cas d'administrateur unique par la signature individuelle de cet administrateur.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un des administrateurs, par l'administrateur unique ou la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le dernier lundi du mois de mai à 10.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire, lequel peut ne pas être lui-même actionnaire.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

S'il y a un actionnaire unique, cet actionnaire exerce tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires de la société.

Art. 14. Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2010.
- Par dérogation, la première assemblée ordinaire des actionnaires se tiendra le dernier lundi du mois de mai en 2011.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

- Mademoiselle Eugénie LEJEUNE, préqualifiée, mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf actions	1.999
- Monsieur Norbert SCHMITZ, préqualifié, une action	<u>1</u>
TOTAL: DEUX MILLE ACTIONS	2.000

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraires de sorte que la somme de DEUX CENT MILLE EUROS (€ 200.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille cinq cents euros (€ 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes.

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

- Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Norbert SCHMITZ, licencié en sciences commerciales et consulaires, né à Pétange, le 12 mai 1943, avec adresse professionnelle à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur

b) La société anonyme "FMS SERVICES S.A." ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, (RCS Luxembourg section B numéro 101.240) est nommé représentant permanent Monsieur Michel DI BENEDETTO, employé privé, né à Mont-Saint-Martin (France), le 16 septembre 1969, avec adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg;

c) La société anonyme "SGA SERVICES S.A." ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer, (RCS Luxembourg section B numéro 76.118) est nommé représentant permanent Monsieur Dominique MOINIL, employé privé, né à Namur (Belgique), le 28 décembre 1959, avec adresse professionnelle au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

Deuxième résolution

Le nombre de commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire aux comptes:

Monsieur Eric HERREMANS, employé, né à Bruges (Belgique), le 3 juin 1941, demeurant à L-2520 Luxembourg, 39, Allée Scheffer.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés est gratuit et il prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2015.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, elle a tout signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 27 novembre 2009. Relation: EAC/2009/14520. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2009158948/165.

(090193435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

IF Executives (IFE), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 62.300.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009159313/10.

(090193282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Thunderbird J S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 117.772.

Il est à noter que Monsieur Ian Whitecourt a démissionné de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 27 mars 2009.

En conséquence de ce qui précède, Monsieur Martin Eckel est désormais gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thunderbird J S.à r.l.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2009159330/15.

(090193363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

M.M. Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 60.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2009.

Pour M.M. ADVISORS SARL

Signature

Référence de publication: 2009159310/12.

(090193301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Brige S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 76.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11-12-09.

Signature.

Référence de publication: 2009159154/10.

(090192497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Global Corporate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 113.751.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009159157/10.

(090192482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

HMP Beratungsgesellschaft für Telekommunikations- und Sicherheitssysteme GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4032 Esch-sur-Alzette, 5, rue Bessemer.

R.C.S. Luxembourg B 50.015.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159353/11.

(090193314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Aal Peiteng S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 22, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 111.354.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159347/10.

(090192992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.

Aal Peiteng S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 22, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 111.354.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009159346/10.

(090192994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2009.
